

BAGNOLET, le 23 août 2018



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

QUAND LE 15 NE RÉPOND PAS CE QUE LES POMPIERS VIVENT...

UN CORPORATISME AVEUGLE ET DANGEREUX

Le 29 décembre 2017 Naomi MUSENGA, une jeune maman de 22 ans, perdait la vie alors qu'elle avait eu le bon réflexe : prévenir les secours sur un numéro d'urgence.

Quand cette affaire éclate en mai 2018, nombre de médecins, parties prenantes d'associations urgentistes, défilent sur les plateaux de télévision pour expliquer aux français qu'ils bénéficient du « meilleur système au monde » et que toute la problématique réside dans le « manque de moyens ». Ce discours corporatiste et simpliste est en total décalage avec ce que vivent les sapeurs-pompiers au quotidien et surtout, il permet d'occulter toute réflexion de fond sur le secours d'urgence en France.

UNE ENQUÊTE, UNE ÉVIDENCE

Dans son édition du 23 août 2018, le *journal Le Point* passe au crible la statistique annuelle des établissements de santé relative aux appels reçus par les centres 15. Cette enquête confirme ce que les sapeurs-pompiers dénoncent depuis de trop longues années : le système du secours d'urgence en France est à bout de souffle et les SAMU sont dans l'incapacité d'assurer toutes les régulations médicales voire même de décrocher tous les appels. Les sapeurs-pompiers passent des heures au téléphone pour essayer de joindre un SAMU qui, de toute façon, négligera leur bilan secouriste...

S'il y a sans doute des efforts d'harmonisation à faire dans la formation des assistant(e)s de régulation médicale (ARM), il est un peu facile de les pointer du doigt. Comment peuvent-ils assurer une bonne prise en charge des patients quand, dans certains SAMU, ils traitent en moyenne 20 appels à l'heure ? C'est le système qui est malade !

UN DOGME À BOUT DE SOUFFLE

Aujourd'hui, le médecin régulateur du SAMU est censé analyser l'état de gravité de toutes les victimes et indiquer les suites à donner : prise en charge par les pompiers, envoyer un médecin urgentiste, etc. Avec près de 30 millions d'appels au SAMU par an c'est totalement illusoire et mensonger. C'est ce « flot » incessant d'informations qui masque les cas graves comme celui de Naomi MUSENGA.



L'UNSA-SDIS DE FRANCE DEMANDE :

- Une profonde réforme du Secours d'urgence aux personnes.
- La fin de la régulation médicale systématique.
- La mise en place de plateformes uniques de réception des appels d'urgence : le 112.
- Une plus grande implication des infirmiers et médecins sapeurs-pompiers dans une vraie complémentarité avec le SAMU.

CONTACTS PRESSE :

Jérôme FRANCOIS : 07.84.43.44.78
Jacques NOAILLE : 06.43.78.24.31
Jean-François THIEBAUT : 06.26.79.83.44